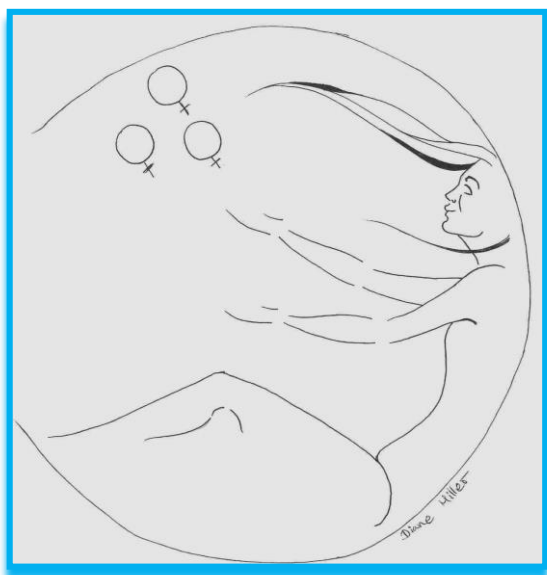


BULLETIN D'INFORMATION DE L'ASBL « CENTRE FEMMES / HOMMES - Verviers »

**Centre d'Aide, d'Information et d'Education pour les Femmes,
les Hommes et la Famille
Mouvement d'Education Permanente reconnu pluraliste**



**Besoin d'aide ?
d'une écoute ?
d'un conseil ?**

Siège social : rue de Hodimont 44 – 4800 Verviers
Ed. Responsable : Jeannine GERLACH
Werthplatz 48 – 4700 EUPEN
N° de compte : BE19 3480 6999 9712
N° d'entreprise : 0422.287.421
email : info@cfhv.be
site internet: www.cfhv.be



PERIODIQUE N° 3

juillet / août / septembre 2018

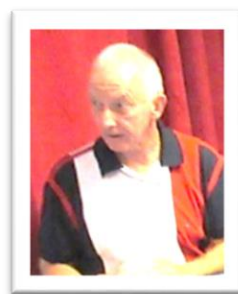
Bureau de dépôt : 4800 Verviers I

Réalisé avec le soutien de :

La Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, Province de Liège, l'Institut pour l'Égalité F/H, la Ville de Verviers, l'Égalité des Chances
Monsieur le Chevalier BOURSEAUX – Câbleries d'Eupen

EDITORIAL

Bonjour à toutes et à tous,
Nous voici de retour après des vacances bien méritées et prêts à nous remettre à la tâche.
Nous ne manquerons pas d'avoir une pensée émue pour notre ami Alain DOHOGNE, qui nous a quittés inopinément le 31 juillet dernier. Celui-ci n'a jamais ménagé ses peines pour nous aider bénévolement lorsque nous le sollicitons. Merci Alain, repose en paix !



Rétrospective de la section locale du CFFB Verviers.



Elle a été très innovante depuis sa création en 1997. La Présidente nationale, Anne-Marie LIZIN, avait mandaté Irène LIEGEOIS / DESAMA afin de constituer une antenne du CFFB à Verviers. Les Fondatrices avaient été choisies par un système pluraliste, c'est-à-dire que le 1^{er} comité était représenté par 2 militantes de chaque parti (PSC, PS, PRL, Ecologistes).

Ces pionnières s'appelaient : Huguette ARNOLD : « Soyons nombreuses à défendre les femmes, à leur faire place dans une société qui encore trop souvent les ignore... », Jacqueline LECOQ, 1^{ère} secrétaire administrative (une femme dynamique et discrète à l'écoute des autres...), Colette DEMEZ (une femme de bon sens disparue beaucoup trop tôt), Nicole MASSON (une volonté toujours grandissante de promouvoir les droits des femmes...), Jeanne COLLINS : « Assurer une priorité à l'emploi pour tous et toujours se souvenir que la liberté de l'un cesse où commence celle de l'autre... », Andrée CRAHAY décédée : « Les femmes ont beaucoup à apporter, le jardin d'Eden est devant nous et c'est au travers de toutes nos différences qu'on peut trouver l'humain... », Claire LACROIX décédée : « le but est de combattre l'injustice grandissante contre les femmes, il faut rendre les femmes visibles dans leurs actions multiples auprès des corps politiques. Il faut également combattre les vieux mythes, les vieux préjugés concernant les femmes, il faut garder libre la voie de la liberté ouverte par nos mères et l'élargir pour que beaucoup plus de femmes puissent y marcher... », Marylise BOTTIN, Karine HENROTTE apolitique, faisant fonction de présidente au départ. Comme le groupe de Verviers ne comportait pas beaucoup de membres, il fut réuni avec celui de Liège sous le nom de : « Section Province de Liège et sous la présidence effective de Jacqueline ALIXIN jusqu'à l'an 2000. L'idée était de grouper, associer, représenter des femmes et des associations de femmes de tous milieux, opinions, situations en vue de défendre leurs droits et leurs intérêts sociaux, politiques, économiques dans le respect de leur autonomie. « La Marche Mondiale des Femmes contre la pauvreté et les violences faites aux femmes » a donné un nouvel essor à la Section de Verviers.

En octobre 1999, dans le cadre de la Marche Mondiale des Femmes de l'an 2000, à l'initiative de Vie Féminine, une convention de partenariat a été établie entre quelques associations verviétoises, dont : le CFFB- Section de Verviers, Action Chrétienne Rurale des Femmes (ACRF), Le Centre Femmes, en vue d'organiser un 8 mars 2000 commun, afin de lancer les thèmes porteurs de la marche à Verviers. Le « COLLECTIF FEMMES DEBOUT » fut créé, un mouvement pluraliste de l'arrondissement de Verviers dont Karin HENROTTE fut également présidente.

- : « J'ai ainsi compris que dans le pluralisme on pouvait y puiser une certaine richesse, tisser des liens d'amitié dans la différence ».

Les femmes en avaient marre d'être depuis toujours les victimes de l'austérité, surtout avec les moyens d'exclusion efficaces mises en place par le Gouvernement PRL de l'époque :

- En 1980, une forte réduction des allocations de chômage par la création de la notion de « cohabitant » - 70% des femmes étaient concernées.
- 10 ans plus tard, le gouvernement appliquait l'Art. 143 devenu aujourd'hui l'Art. 80 supprimant l'allocation de chômage aux chômeurs « cohabitant » de longue durée. Les femmes en furent les premières victimes alors qu'elles avaient versé leur « dû » à la Sécurité sociale.
- Ce même Gouvernement s'était aussi attelé à promouvoir le travail à temps partiel, les femmes pouvaient demander un travail à mi-temps et elles recevaient une demi allocation de chômage, ce qui était plus commode pour s'occuper des enfants et du ménage sans accuser de grandes pertes financières. Une grande avancée, croyaient-elles, mais en 1993, le Gouvernement a démontré par de savants calculs qu'il fallait réduire la part du chômage. Encore un camouflet pour les femmes.
- La réforme des pensions en 1997. La carrière des travailleuses est passée de 40 à 45 ans de travail. Une perte de 12 % pour leur pension !

Les Verviétoises désiraient développer autour des activités du 8 mars 2000 une large réflexion auprès des femmes qu'elles soient de milieux ruraux ou urbains. Le Collectif fit appel aux différents groupes de femmes de l'arrondissement de Verviers, dont les germanophones.

Le 8 mars 2000, 250 femmes ont défilé dans les rues de l'ancienne cité lainière de Verviers en scandant leurs revendications :

Les femmes ont de tous temps été les victimes des pouvoirs successifs et toutes ces mesures spécifiques les ont poussées à se révolter.

Dans l'opinion publique on considère que les inégalités n'existent plus et que la lutte féministe n'a plus lieu d'être. Pourtant ... Ce fut un grand succès et nous avons promis de ne pas en rester là !

A VERVIERS, deux mille raisons de marcher ensemble pour que le monde change !



La première « Marche Mondiale des Femmes contre la pauvreté et les violences faites aux Femmes » fut une étape très importante pour nous !

Elle s'inscrit dans une continuité avec les 4 grandes conférences mondiales des femmes convoquées par les Nations Unies (Dakar, Le Caire, Nairobi (1985), New York, Copenhague (juin 1995) et Beijing (septembre 1995), mais encore plus particulièrement avec les Forums parallèles organisés autour de ces conférences.

Le Forum de Pékin suscita un immense espoir, 189 pays ont signé l'accord et près de 40.000 femmes sont venues de tous les coins du monde pour exprimer leur volonté d'égalité, de développement et de paix. De là est sortie, en mai 1995, la Marche au Québec.

Les femmes savaient qu'après la phase d'enthousiasme de Pékin, on leur opposerait des difficultés de mise en œuvre, que ce soit des difficultés économiques, sociales, culturelles ou religieuses. Elles savaient aussi qu'il leur faudrait plus de temps, plus de compréhension et surtout un changement de mentalité de tous.

Après la marche du 8 mars, « Femmes Debout » devint autonome et continua son travail en vue de la Marche européenne qui démarra à Gemmenich, au lieu-dit : Les trois Frontières, Allemagne, Pays-Bas et Belgique, pour arriver à Verviers en passant par la Région germanophone.



De cette première marche, nous en avons retiré à Verviers :

1. La création d'une Commission Communale Consultative des Femmes.
2. La création d'un Échevinat de l'Égalité des Chances dirigé par une **Echevine (Michèle DUPUIS)**.
3. La création d'une maison de l'Égalité des chances où toutes les associations pouvaient se réunir, se servir d'ordinateurs, de photocopieuses ou de tout autre matériel nécessaire à leurs activités.
4. La création d'un groupe verviétois de coordination et d'action avec les services de police contre la violence à l'égard des femmes.



Les femmes en marche mondiale

À l'invitation des associations Centre Femmes, Vie Féminine et Femmes Debout, de nombreuses femmes ont participé, ce lundi et mardi, à la Marche Mondiale des Femmes, dans notre région. Elles se sont rendues à Gemmenich, à La Calamine, à Eupen et aussi à Verviers, où elles ont été reçues à l'hôtel de ville ce lundi, dans une ambiance très détendue, comme on le voit sur notre photo.

Par cette Marche Mondiale, les femmes se mobilisent contre le système économique actuel (la spéculation, etc.) et le système dominant du patriarcat. Elles revendiquent l'éradication de toutes les discriminations. Ainsi, en Belgique, la différence de salaires (20 % en moyenne), pour un travail égal, entre les hommes et les femmes. Au niveau mondial, elles soulignent aussi, entre autres, que les femmes possèdent moins de 1 % des richesses et qu'elles ne touchent que 10 % des revenus globaux à l'échelle de la planète, alors qu'elles assurent 70 % des heures de travail. Et les exemples de discrimination, sous toutes ses formes, ne manquent pas...

Par après, nous avons continué inlassablement notre travail de terrain avec les associations verviétoises.

Le 10 octobre, nous marchions vers Liège pour aller rejoindre la marche wallonne à relais, en vue de nous retrouver le 14 octobre à Bruxelles.

« Femmes Debout » ne s'en tint pas là. Le 16 octobre 2000, 28 femmes du groupe s'envolaient de Bruxelles vers New York pour assister à la Marche Mondiale du 17 octobre 2000.



Women of the World March for Their Rights

The World March of Women, a group based in Quebec that has been holding rallies around the world since March 8 to protest poverty and violence against women, took their petitions to the United Nations yesterday, gathering at Dag Hammarskjöld Plaza.

Ce fut le début d'une grande aventure dont je parlerai dans le prochain bulletin.

Jeannine GERLACH, Présidente du Centre Femmes/Hommes Verviers.
Trésorière du CFFB Section de Verviers de 2004 à 2014.

CINE - CLUBS / DEBATS



FILM / DEBAT « LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT » : L'antisémitisme - mercredi 26/09/2018

Dans la région de Grenoble, en pleine Seconde Guerre mondiale, un couple de retraités mène une vie aussi paisible que morne, tout juste rythmée par la radio, qui donne régulièrement des nouvelles du front. Considérablement influencés par la propagande gouvernementale, les deux vieillards ont la phobie des Juifs, des Américains et des Anglais ...

Ce film est parfait pour une première approche des préjugés antisémites durant la deuxième mondiale et il peut être considéré comme une référence. En effet, il dresse un panoramique sensible et bienveillant de la France profonde, à travers ce couple de pétainistes convaincus, de leurs voisins ainsi que de l'école publique. Le débat était animé par Karl - Heinz Renerken, formateur en Citoyenneté. Nous avons eu des échanges intéressants sur la période de la guerre et sur l'antisémitisme qui faisait rage à cette époque. Nous avons constaté que l'antisémitisme était toujours très présent à l'heure actuelle et que les agressions envers les Juifs sont de plus en plus violentes, comme ce fut le cas lors de la tuerie dans l'hypercasher à Paris il y a quelques années, et encore aujourd'hui à New-York ... Il est temps de lutter et de punir très sévèrement les antisémites et les personnes racistes qui incitent à la haine envers toute différence religieuse, ethnique, de nationalité ou de couleur de peau.

CONFERENCES ET COLLOQUES / DEBATS



PARTICIPATION A LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE DROIT A L'AVORTEMENT ORGANISEE PAR LA COMMUNAUTE FRANCAISE – « D'UNE SEULE VOIX POUR RENFORCER LE DROIT A L'AVORTEMENT » LE VENDREDI 22 JUIN 2018 A BRUXELLES

D'un continent à l'autre, d'un État à l'autre, en Europe et au-delà, le droit à l'interruption volontaire de grossesse varie fortement. Il vacille à certains endroits et peine à s'imposer à d'autres.

Mais il doit aussi, encore et trop souvent, se terrer dans la clandestinité sous le poids de la pénalisation et du sentiment de honte infligé aux femmes. Chaque jour, nombre d'organisations et institutions internationales, de l'ONU à l'OMS en passant par le Conseil de l'Europe ou le Parlement européen, n'ont cessé de marteler l'enjeu démocratique et humain que représente le droit pour les femmes de disposer librement de leur corps. Et pourtant ... Rien qu'en Belgique, au plus près de nous, l'avortement demeure inscrit noir sur blanc dans le Code pénal comme « crime contre l'ordre des familles et la moralité publique ». De la Pologne à l'Irlande, de la République démocratique du Congo à Haïti, où en est-on ? Comment agir et porter au plus haut nos voix pour défendre avec force et conviction la protection indéfectible des droits sexuels et reproductifs des femmes ? Face aux attaques de plus en plus agressives et décomplexées contre l'accès et le droit à l'avortement, nous refusons de nous taire !

Les 21 et 22 juin 2018, sous la houlette du Ministre - Président de la Fédération Wallonie - Bruxelles Rudy Demotte et de la Ministre des Droits des femmes Isabelle Simonis, des représentants du monde politique et de la société civile, des experts et des témoins issus des quatre coins du Monde, ont uni la parole au geste lors d'un grand Forum international au cœur de Bruxelles, capitale de l'Europe. La Présidente et la Secrétaire de direction du Centre ont pris part à la Journée de rencontre et de sensibilisation, avec en clôture la signature de la Déclaration de Bruxelles « L'interruption volontaire de grossesse. Un droit fondamental des femmes ».

SOIREE ELECTORALE DU MARDI 2 OCTOBRE 2018 A 19 H 30 – QUESTIONS AUX CANDIDATS EN VUE DES ELECTIONS COMMUNALES ET PROVINCIALES DU 14 OCTOBRE 2018

La Présidente présente les candidats des 4 partis traditionnels. Ils sont au nombre de 2 par parti. Ceux-ci pourront développer leur programme en répondant aux questions. Nous avons demandé aux partis présents de répondre aux questions importantes pour la population verviétoise.

Les candidats seront soumis à des questions concernant les 4 thèmes principaux qui seront développés au cours de cette rencontre citoyenne :

- La lutte contre la pauvreté ;
- La sécurité ;
- L'enseignement ;
- La revalorisation du centre urbain verviétois.

A la question posée par deux des participantes ainsi que par mail : « Pourquoi a-t-on seulement invité les 4 partis traditionnels et pas les autres partis ? », la Présidente du Centre répond : « C'est une décision qui a été prise à l'unanimité par le Conseil d'administration ».

Il est demandé à tous de débattre de manière conviviale, citoyenne et responsable.

Pascale VIELVOYE est le médiateur de la rencontre et Martin GOBLET contrôle le temps de parole. On accorde un maximum de 6 minutes par question pour chaque parti.

Les représentants des partis politiques invités sont les suivants:

- CDH : Anne SCHILLINGS / Bernard VAN BOSSCHE
- ECOLO : Jean - Sébastien MAHU / Nezha DARRAJI
- MR : Stéphanie CORTISSE (absente) / Maxime DEGEY
- PS : Didier NYSSSEN / Eric MESTREZ



QUESTIONS :

Question 1

D'après votre programme, que comptez-vous faire pour :

1 LUTTER CONTRE LA PAUVRETE :

ce qui passe par: les logements / l'emploi avec l'accueil de la petite enfance / les seniors ?

Le logement :

Comment comptez-vous faire pour procurer un logement décent à chaque citoyen qui en fait la demande. L'offre est-elle suffisante ?

Qu'en est-il des logements sociaux, sont-ils suffisants pour répondre à une population paupérisée ?

Que comptez-vous faire au niveau de la rénovation et aussi pour la surveillance des logements rénovés ?

Certains logements sociaux sont-ils adaptés aux handicapés et aux personnes à mobilité réduite – Sont-ils suffisants et comptez-vous en créer de nouveaux ?

Le CPAS est-il en mesure d'accueillir les SDF autrement que dans une tabagie où l'on recueille dans une même salle pour la nuit une population malade (drogués, alcooliques, fumeurs,...) et pas un casier pour déposer leurs vêtements, lesquels doivent être trimballés toute la journée par les SDF.

Comment lutez-vous contre les marchands de sommeil – Y a-t'il des sanctions assez lourdes contre ces pratiques ?

L'emploi / l'accueil de la petite enfance :

Que peuvent faire les pouvoirs publics pour améliorer la qualité de vie de la population verviétoise ?

Quels sont les chiffres du chômage à Verviers et que comptez-vous faire pour créer des emplois pour les personnes sans diplôme et formation et qui n'ont aucune qualification professionnelle – Ceux-ci ont beaucoup de mal à trouver un travail ? Les formations sont-elles envisagées à tous les échelons, voire même jusqu'à 65 ans ?

Ya-t'il assez de crèches et de garderies pour l'arrondissement verviétois pour permettre aux mamans d'accepter un emploi rémunéré ? Qualité du personnel ?

L'aide sociale est un droit pour assurer la dignité pour tous : Le CPAS peut-il apporter un soutien pour aider les plus pauvres à atteindre un revenu d'intégration social au moins jusqu'au seuil de pauvreté ?

Les seniors :

Existe-t-il assez de logements adaptés aux seniors handicapés ou autres ?

Il faut lutter contre la suppression des services de proximité. Ceux-ci sont-ils suffisants et mieux adaptés aux personnes qui ont fait le choix de rester à la maison pour leur fin de vie (aide aux personnes, médicaux, transports, poste,...) ? – Comment développer les soins à domicile ?

Les activités créées sont-elles suffisantes pour une population qui vit de plus en plus longtemps ?

Ya-t'il assez de maisons de retraite dotées d'un personnel suffisant pour prendre soin des aînés à Verviers ?

Des petites infrastructures ne sont-elles préférables au mégas-structures, une déshumanisation totale de l'hébergement de fin de vie – Comment comptez-vous combattre ce système ?

Les tarifs pratiqués par les maisons de retraite sont trop élevés pour la plupart des pensionnés et beaucoup de leurs enfants sont au chômage et ne peuvent intervenir dans le prix demandé – Que peut-on faire ?

Le lien intergénérationnel est très important, comment le créer ?



Question 1

Le CDH répond en premier lieu à ces questions.

il faut maîtriser et recentrer le logement sur le centre- ville et faciliter les accès et permettre aux jeunes d'investir. Les habitats doivent être revus en vue de créer des habitats groupés, des cours intérieures, des habitats diversifiés (intergénérationnel et/ou multigénérationnel). A Verviers, pour toute une série de logements et pour bénéficier d'une aide du CPAS, il faut que les personnes ne soient pas installées dans des taudis et mal logées. Pour lutter contre la pauvreté plus spécifiquement, il faut augmenter les logements sociaux de qualité et les logements d'urgence par la collaboration avec les immobilières sociales. Il faut avoir une ville avec une diversité de population qui s'y sent bien.

Les marchands de sommeil préoccupent beaucoup le CDH et certains types d'accompagnement sont prévus. Une meilleure surveillance de la ville et une implication des habitants peuvent être une manière de travailler plus efficacement contre ce fléau.

Concernant les personnes à mobilité réduite, il est difficile d'apporter une réponse à tout mais le CDH souhaite proposer des logements adaptables pour faciliter un accès à ces personnes en difficulté.

Concernant l'accueil de la petite enfance, le CDH espère pouvoir retrouver des conditions favorables permettant une entraide et un soutien entre les personnes. Les crèches bénéficient de subventions communales depuis plusieurs années. Les structures d'accueil et les moyens sont limités et fonction du nombre d'heures et du taux d'occupation des crèches. Il y a probablement moyen d'adapter les horaires et d'offrir des services plus adaptés.

Concernant les seniors, une série de choses ont été mises en place mais il y aurait moyen d'améliorer ce qui existe. Les tarifs des maisons de repos sont élevés mais chaque personne peut être accueillie dignement. Il est important de créer des alternatives et d'accueillir des seniors qui n'ont pas forcément envie d'aller en maison de repos car elles sont encore autonomes. Pour ce faire, un projet est déjà prévu et un logement style résidence service se trouve derrière la Barcarole. Celui-ci permettrait un maintien d'autonomie et de bénéficier des repas de la Barcarole en fonction des revenus (de 2 à 8 € par repas).



Question 1

La parole est ensuite donnée à ECOLO.

Il y a une distinction entre logements privés et publics. La Ville a mis des choses en place pour donner un logement décent à tous mais une fois les arrêts d'inhabitabilité signés, que deviennent les personnes ? Un petit meublé à 350 € permet à des gens précarisés d'être correctement logés mais un loyer de 500 / 600 € est trop élevé. La Ville doit travailler de manière pro-active avec les entrepreneurs qui souhaitent créer des logements en ville. Le logement public a surtout été considéré comme des briques mais pas comme des personnes et certaines personnes ont des dettes importantes envers Logivesdre car elles ne peuvent pas payer les arriérés.

L'adaptabilité des logements aux personnes à mobilité réduite est une des préoccupations d'ECOLO et le privé doit créer des logements adaptés. Le travail de la CCAT ne permet pas d'imposer un certain pourcentage de logements adaptés.

Concernant le sans-abrisme, le travail de la Ville n'est pas suffisant non plus. Il existe des solutions et les institutions font énormément de travail. La politique de « House in first », comme cela existe dans certains autres pays, permet à des personnes précarisées d'être suivies socialement et d'être surtout placées dans un logement. Cela fonctionne bien à Charleroi et à Liège.

Sur la question de l'emploi, il faut savoir qu'à Verviers, on a un public qui a besoin d'être fortement accompagné car il se trouve fort loin de l'emploi. Certains n'ont jamais préparé de CV à l'âge de 45 ans ... Il y a beaucoup de travail ! Au niveau de l'enfance, ce sont les femmes qui trinquent le plus. Il faut donner plus de moyens et lutter contre les discriminations faites aux femmes.

Au niveau des seniors, il n'y a pas qu'une question de finances mais des projets de liens intergénérationnels doivent être mis en place.



Question 1

La parole est donnée ensuite au MR.

Au niveau de la lutte contre la pauvreté, c'est effectivement la politique n° 1 verviétoise car il s'agit de la 5^{ème} ville la plus pauvre de Belgique. Les politiques doivent prendre des mesures.

Le logement est aussi une priorité pour le centre-ville car il y a un grand manque de logements décents et les marchands de sommeil ont été très présents dans les années 80 / 90. Un bon logement permet de démarrer du bon pied dans la vie.

Le MR lutte activement contre les marchands de sommeil depuis 2008 et le Collège verviétois a beaucoup travaillé dans ce sens.

Les investisseurs peuvent être attirés par des primes et cela permettrait d'effectuer un partenariat public / privé et de réhabiliter certains logements. La Ville doit avoir un rôle pro-actif. Le taux de pourcentage de logements publics est de +/- 10 % (taux fixé par la Région wallonne). Il faut travailler avec Logéo (immobilière sociale) car cela faciliterait bien la vie des locataires. Logéo aura bientôt de nouveaux bureaux et développera encore d'autres projets de logements sociaux. Le MR souhaite investir

dans ce domaine. L'emploi est un enjeu majeur (25 % de chômage à Verviers). On peut faire mieux à Verviers car c'est très problématique pour ces personnes inoccupées qui pèsent sur la société. A l'ouverture du centre commercial Crescendo, seulement 34 % des emplois étaient occupés par des Verviétois. Si demain, le nouveau Centre commercial fonctionnait, il faudrait placer des Verviétois et anticiper les nouvelles activités économiques à Verviers. Le MR a connu une grande réussite par le réaménagement de la Barcarole et de la résidence St – Joseph. Le projet n° 1 pour la prochaine mandature est l'aménagement des résidences services. C'est une solution qui permet aux personnes âgées de garder une certaine autonomie.



Question 1

Le PS prend ensuite la parole.

Beaucoup de travail a été effectué par les précédentes majorités ainsi que par la majorité actuelle pour, entre autres : la lutte contre les logements insalubres, la résidence service la Barcarole, ... Logéo et Logivesdre réalisent une partie du travail. Tout le monde a droit à un logement décent car c'est la Loi. Il est essentiel de le reconnaître et d'en être conscient. Il est nécessaire de passer par un partenariat public / privé car la Ville ne peut pas tout faire et ne possède pas tout le foncier. La Ville a racheté, rasé et vendu des bâtiments en centre-ville pour pouvoir mener des actions directes. Dans le partenariat, la rue Spintay sera rénovée et cela était imposé dans la revitalisation de cet espace. Les travaux seront exécutés dans les années à venir (2021).

Au niveau des marchands de sommeil, les habitants des quartiers défavorisés réclament un logement de qualité et aux normes. Si ce n'est pas le cas, les propriétaires seront lourdement sanctionnés. Il est prévu de regrouper tous les services administratifs de la Ville et de créer une cité administrative. Ainsi, les bâtiments utilisés actuellement seront récupérés et transformés si possible en logements ainsi qu'en maisons d'accueil.

La mixité sociale est importante pour le PS. Il faut créer des coopératives de logement et promouvoir l'intergénérationnel. On impose dans tous les projets urbanistiques 10 % de logements à loyer modérés, comme c'est le cas pour le Château Peltzer. C'est là que la mixité sociale doit se faire et il faut aussi l'imposer ailleurs. Le PS souhaite créer également une régie foncière qui gèrera toutes ces missions.

Le programme de la majorité pour les 6 ans à venir comporte les leviers à créer pour une lutte contre la pauvreté. Il est évident que les politiques communales décrites sont importantes car il faut changer le cadre de vie (espaces publics et espaces verts) pour lutter contre la pauvreté. Ce qui compte avant tout, c'est la rénovation urbaine et les fonds FEDER qui vont arriver pour le réaménagement des voiries publiques.

En matière d'emploi, un certain nombre de jeunes qui fréquentent les écoles sont très loin du marché de l'emploi et attendent d'avoir 18 ans pour décrocher de l'école et on les retrouve souvent dans les régies de quartier à la recherche d'une formation. Si on faisait la différence entre obligation scolaire et obligation de formation, tout se passerait mieux. Il faut proposer de l'alternance comme c'est le cas en Allemagne et pas comme on fait en Belgique. Les seniors sont le grand défi des 50 prochaines années pour les pouvoirs publics et il faut prévoir ces 3 solutions :

- offrir un accès à tous les seniors aux maisons de repos quels que soient leurs revenus ;
- les résidences services comme la Barcarole doivent se développer ;
- les logements intergénérationnels permettront de faire cohabiter les jeunes et les personnes âgées.

Question 2

2 D'après votre programme, que comptez-vous faire pour :

LA SECURITE

qui implique : la Police / l'environnement / la propreté / la mobilité / le transport

La Police :

La Zone de Police de Verviers peut-elle assurer 24h s/24, la présence d'une policière formée pour les violences entre partenaires ?

La ville de Verviers est-elle suffisamment protégée, la Police fait-elle des rondes de surveillance le soir et la nuit ? Visibilité des forces policières.

L'environnement / La propreté :

Certains quartiers sont mal entretenus et très sales, que comptez-vous faire pour y remédier ? Quelle est la position de la ville concernant la réduction des effets de la pollution ?

La mobilité / Le transport :

Le contrat BESIX PARK est-il reconduit - quand se termine-t-il ?

Que comptez-vous faire pour lutter contre le stationnement sauvage de la rue de Hodimont ? Une personne handicapée ou une maman conduisant une voiturette ou accompagnée d'enfants en bas âge peut se faire accrocher parce qu'il n'y a pas de place sur le trottoir.

Les commerçants ne doivent-ils pas laisser une certaine distance sur le trottoir pour laisser passer les piétons ?

L'espace public est-il adapté aux seniors et personnes à mobilité réduite ?

Ya-t'il assez de parkings de délestage ainsi que de parking de co-voiturage à Verviers, comptez-vous en créer d'autres ?

Question 2

ECOLO répond en premier lieu.

Il faut répondre à toutes les formes d'insécurité et à Verviers, on ne retrouve pas une Police de proximité qu'on sent vraiment proche du citoyen. L'autorité publique doit prévenir et limiter tous les types de délinquances et être proche des citoyens. L'éclairage public est insuffisant dans les rues.

Concernant les violences entre partenaires, ECOLO constate qu'elles sont trop souvent banalisées et que même si elles se produisent dans le cadre privé, il s'agit de drames. Des hommes sont également touchés par ce fléau mais on constate que la société n'accorde pas une place juste à la femme.

En ce qui concerne l'environnement et la propreté, il ne faut pas hésiter à massacrer les comportements négatifs. Dès qu'on découvre des dépôts sauvages et qu'on peut identifier l'auteur, il faut sanctionner lourdement les contrevenants avec des amendes ultra sévères.

A côté de cela, il faut soutenir et valoriser les comportements positifs : nettoyage de la Vesdre, ramassage des canettes, ... L'exemplarité est importante et il faut continuer à entretenir les biens qui sont en état (parcs publics, par exemple). Ce qui est bien entretenu restera propre.

Sur le thème de la mobilité, l'espace dédié à autre chose que les voitures est minime et n'est pas mis en avant. Les piétons, cyclistes, ... sont oubliés. Les grands déplacements, par exemple, en trottinette électrique dans la rue du Brou ne sont pas évidents étant donné le revêtement de cette rue et les nouveaux marquages bleus au sol sont glissants.

La mobilité et le territoire ne sont pas assez pris en compte car ils sont décidés par des personnes qui ne connaissent pas les besoins réels des utilisateurs de ces infrastructures. Les personnes à mobilité réduite n'ont pas été concertées et c'est très dommage.

Question 2

Le MR répond à son tour.

La sécurité est la première des libertés pour tous.

Il y a 3 pans à développer :

- l'action de la Police communale ;
- un retour à la sérénité au sein du management de notre Zone de Police verviétoise ;
- le retour des policiers dans les rues.

On ne permet plus aux policiers d'assurer leur fonction de base sur le terrain car il y a une question de temps. On constate un fort sentiment d'insécurité et il faut réagir et le prendre en compte. L'hiver, quand le soir tombe, on regrette le manque d'effectifs policiers dans les rues. La propreté, les logements et l'éclairage (LED) sont importants pour que les citoyens se sentent en sécurité. Il faut lutter contre le sentiment d'impunité. Les amendes administratives et les agents constatateurs sont présents mais le MR voudrait que les infractions soient toutes traitées dans les Parquets. Les personnes sanctionnées doivent les payer mais actuellement, on n'est qu'à 50 % d'amendes effectivement réglées.

Au niveau de la mobilité, le mot BESIX sonne dans la tête de tous les Verviétois. Le système doit être assumé et il faut reconnaître que celui-ci n'est pas intéressant et l'une des causes est que ce système devait arriver avec le centre commercial. Or, le centre commercial n'a pas pu être créé. Le système n'était pas adapté à la ville et n'a pas pu être corrigé car il y a une convention avec la Ville qui se termine en 2023. Il faut y réfléchir et trouver un nouveau système à mettre en place.

Il faut permettre à tous de pouvoir se mouvoir et il y a 2 grands dossiers sur lesquels la vie doit agir : la cité administrative et l'hôtel de ville de Verviers qui n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite même si cela pose des problèmes au niveau des demandes auprès du Patrimoine.

Les bâtiments de l'Harmonie sont également inaccessibles et il faudrait réinvestir pour rendre son lustre d'antan à ce bâtiment et penser aux personnes qui ont des difficultés à se mouvoir.

Question 2

Le PS répond à ces questions.

La cellule locale et le SAFER permettent de traiter les problèmes de radicalisme et une autre cellule permet d'anticiper les problèmes et d'intervenir dans les quartiers à la base. Les vols ont chuté à Verviers et les chiffres officiels le prouvent. Il faut également ouvrir l'accès à la fonction de policière aux dames étant donné l'égalité F/H La question ne se pose même plus.

Au niveau de la sécurité, les caméras fonctionnent bien mais les policiers ne sont plus présents dans la rue. Par contre, leur équipement a été revu et ils ont les moyens de réagir en cas d'agression. Des partenariats doivent être développés partout. Un policier de référence devra être désigné par quartier car il connaîtra les gens et les gens le connaîtront. Pas un policier répressif mais un policier qui collaborera avec les citoyens. La Police n'est pas souveraine et la Ville a son mot à dire pour éviter les débordements. Au niveau de BESIX, le PS s'est engagé à ne pas reconduire le contrat à l'avenir. Auparavant, le manque de parkings cassait le commerce mais la réalisation de ceux-ci n'a pas été optimale. La gestion du stationnement devra être revue et les infractions devront à nouveau être gérées par la ville. Le contrat signé avec BESIX lui permet de faire ce qu'il veut actuellement. Des agents verbalisateurs remplaceront BESIX à l'avenir.

Le PS est contre le fait de contrôler les gens qui accueillent des migrants et s'oppose aux rafles à Verviers.

Concernant l'entretien des quartiers, il faut prévoir des poubelles enterrées. Cela ne prend pas de place et le camion pourra vider les poubelles sans problème.

Question 2

Le CDH répond à son tour.

Au sujet de la Police, les chiffres sont encourageants grâce au travail des policiers et aux préventions locales. Les policières doivent être intégrées aux équipes et avoir un agent de quartier de référence est une bonne idée. La Police ne s'occupera pas uniquement de traquer les petites incivilités mais il faudra réorganiser leur travail. Il y a un sentiment d'insécurité dans certains lieux mais le CDH souligne que les jeunes ne se sentent pas en insécurité. Le respect mutuel permet de mieux vivre ensemble.

Certaines rénovations urbaines ne sont pas respectées et il faut absolument que les contrevenants réparent leurs dégâts. La prévention dans les écoles et associations est importante. Il faut aussi donner des informations sur une meilleure gestion des déchets pour permettre le recyclage et lutter davantage contre les incivilités.

Les espaces verts et les éclairages doivent être améliorés car il reste peu de verdure à Verviers et le centre-ville n'en a presque plus.

Les personnes à mobilité réduite ne doivent pas être oubliées. Plus d'1 personne sur 3 est dans cette condition. Il faut améliorer l'accès et la qualité des trottoirs et créer davantage d'infrastructures adaptées au handicap.

Les parkings de délestage doivent être augmentés et d'autres moyens de transport doivent être proposés comme les vélos électriques de manière à réduire la pollution. Près de la gare, on trouve 2 voitures Cambio.

Question 3

3 D'après votre programme, que comptez-vous faire pour :

L'ENSEIGNEMENT

Qui regroupe :

l'Accueil extra-scolaire / l'Immigration / l'Accueil des réfugiés / l'Intégration



Enseignement :

Etes-vous disposé à rénover et à faire face à l'augmentation du nombre d'élèves fréquentant les écoles communales en leur garantissant un enseignement de qualité (renforcement des cours de français, introduction des cours de citoyenneté, mise à disposition d'outils pédagogiques et informatiques).

Ne faudrait-il pas renforcer le partenariat avec d'autres écoles et infrastructures (conservatoire, musées, académie des Beaux-Arts, théâtre, bibliothèques,...) ?

Accueil extra-scolaire :

A quand la gratuité des garderies et repas de midi équilibrés à l'école ?

Immigration / Accueil des réfugiés :

Quels sont les moyens mis en place pour améliorer la politique pour l'accueil des immigrés et leur intégration dans la population verviétoise ?

Par quels moyens combattez-vous le radicalisme et agissez-vous contre le racisme – Est-ce suffisant ?

Ne pensez-vous pas que, pour l'ensemble de la population verviétoise, un peu de fermeté dans le respect des lois serait nécessaire ?

Quid des visites domiciliaires chez les personnes qui hébergent généreusement des migrants sur le territoire de Verviers – Que feriez-vous ?

Question 3

Le MR répond en premier lieu.

Au niveau de l'enseignement, le MR signale que le corps enseignant et les directions d'école sont de qualité et c'est une grande chance. Il faut faciliter la vie des enseignants et soutenir les écoles. Les problèmes sociaux et la paupérisation du centre-ville entraînent des problématiques difficiles à gérer. Des aidants administratifs sont présents dans toutes les écoles. Il faut investir dans les bâtiments des écoles communales comme à l'école Carl Grün. C'est le minimum à faire au niveau de la commune. Il faut aussi investir dans l'enseignement interactif comme les nouveaux tableaux, d'ailleurs, les enfants de primaire ont commencé à l'utiliser dans les écoles.

Le MR veut aussi renforcer le partenariat entre l'enseignement et l'Académie des Beaux-Arts mais aussi investir pour rendre les bâtiments le plus fonctionnels possible. Il faut favoriser les partenariats entre écoles car les rencontres entre écoles sont fructueuses. La fibre citoyenne doit être développée dès l'école primaire. La démocratie interne est intéressante et ré-inculquer une appartenance à un pays et une culture semble important pour le MR.

Au niveau de l'accueil extra-scolaire, il y a des problèmes de coûts. Le budget communal est de 800 000 €. Les repas de midi équilibrés doivent être améliorés et il faut rester vigilant.

Question 3

Le PS répond à son tour.

L'enseignement va subir une véritable révolution avec l'arrivée du pacte d'excellence et des délégués au contrat d'objectif. Il faut anticiper. Au niveau du pouvoir communal, le bon sens prime. Chaque enseignant est d'abord et avant tout un maître de la langue d'enseignement. Une partie importante des enfants parle une 2^{ème} et une 3^{ème} langue à la maison et il est prévu de programmer des heures pour s'adapter à la langue française. Le personnel des écoles doit apprendre à bien savoir utiliser un tableau interactif et à travailler de manière pédagogique. On ne peut pas devenir un enseignant après 3 ans d'école normale mais il faut se former tout au long de sa carrière.

Sur l'accueil extra-scolaire, tout est réglé par un décret « Accueil temps libre » mais la législation ne facilite pas les choses. L'éducation à la santé est importante et de bonnes équipes s'occupent des repas équilibrés. Au niveau des écoles maternelles, on apprend aux enfants à se nourrir sainement mais il reste du travail en ce qui concerne la qualité des repas et des budgets à respecter. En fonction des directions d'écoles et du dynamisme de l'association de parents, la qualité peut varier d'une école à l'autre. Pour les enfants en situation précaire, des repas presque gratuits sont prévus via les systèmes de solidarité.

Au niveau de la lutte contre le radicalisme, Verviers ne peut pas prendre d'initiatives car la matière n'est pas communale. La sûreté de l'Etat vérifie régulièrement la dangerosité ou les tentations de se radicaliser à travers les élèves qui ne sont plus scolarisés et qui déclarent suivre un enseignement à domicile

Question 3

Le CDH a la parole.

Au niveau de l'enseignement, le CDH est favorable aux tableaux numériques et à la valorisation de la langue française. Le CDH souhaite surtout qu'il y ait suffisamment d'espaces verts car ce sont des lieux où on peut « faire ensemble », des lieux culturels (conservatoire, académie, ...). Réaliser des choses ensemble et pratiquer l'intégration de la diversité et de la multiculturalité est indispensable. Négocier des valeurs et développer des savoir-faire critique au niveau de l'intégration est important. Les associations et le public sont à allier selon le CDH via des partenariats. Le CDH souhaite que les gens respectent les règles de vie élémentaires via la démocratie, les valeurs, la solidarité et l'attention aux plus fragilisés, comme le prône son programme.

Question 3

ECOLO prend la parole.

Les besoins et le public diffèrent totalement d'une école à l'autre. Pour les élèves étrangers, il existe des classes DASPA permettant d'atteindre le niveau des autres élèves mais il manque un plan global. Pour les repas chauds, il est nécessaire de livrer les écoles en repas de qualité équilibrés.

Le volet sécuritaire au niveau du radicalisme n'est pas le plus important pour Verviers. L'ensemble des experts explique que le radicalisme ne passe pas par les mosquées.

Sur l'intégration et l'immigration, le plan local d'intégration est un processus dynamique à double sens via le parcours d'intégration de la Région wallonne, le français, la citoyenneté.

A Verviers, même si beaucoup d'associations sont favorables à l'intégration de tous, dans les faits, la situation est tout à fait différente et la Police n'agit pas toujours comme il le faudrait.

Question 4

4 D'après votre programme, que comptez-vous faire pour :

LA REVALORISATION DU CENTRE URBAIN VERVIETOIS ?

qui implique :

L'énergétique / les commerces de proximité / le développement durable / la pollution ?

Energétique :

Eclairage public revu et mieux adapté, plus de coins d'ombre ?

Commerces de proximité :

Réintroduction des petits commerçants de proximité ? Cela marche très bien à Hodimont, pourquoi pas au Centre-ville ?

Pourquoi ne pas empêcher l'étalement urbain (Heusy, Crescendo, ...) qui rend le Centre-ville désert, une ville qui se meurt ?

Quels incitants financiers proposez-vous pour attirer de nouveaux commerçants au Centre-ville – Où peut-on se renseigner ?

La ville peut-elle encore attirer des investisseurs ou des grandes marques commerciales à Verviers (DECATHLON) – De quelle manière ?

Développement durable pour la ville

Que prévoyez-vous pour :

- le Grand théâtre, restauration et réouverture ?
- la Bibliothèque communale, relogement, quid des bâtiments vides, horaires ?
- la restauration de la rue Spintay ?
- la restauration du quartier de Hodimont ?

Pollution :

Que prévoyez-vous pour lutter contre la pollution de la ville ?

Question 4

Le PS répond en premier lieu.

Un grand projet de remplacement de l'éclairage public est prévu prochainement à Verviers (moins de consommation et plus de luminosité).

Actuellement, le Conseil communal a été déplacé dans les locaux de la bibliothèque communale. Le PS pense qu'il serait intéressant de déplacer le Conseil communal dans les quartiers tous les mois pour être plus proche des citoyens.

Le développement du commerce (et de proximité) est réussi à Liège car cette ville a pu se développer autour de son point fort. Verviers a pour point fort la Vesdre et il faut parvenir à redéployer le commerce et à y amener des habitants et non pas des gros investisseurs (comme H&M et C&A). Les pouvoirs publics ont pas mal d'enjeux et il y a encore du travail (par ex : le petit train – à repenser) mais il faut trouver d'autres solutions plus efficaces. Créashop est une incitation au nouveau commerce mais le vrai frein est le revenu cadastral trop élevé des immeubles. Il faudrait absolument revoir les revenus cadastraux à la baisse mais surtout réévaluer les immeubles au risque de voir certains réévalués à la hausse. Verviers peut engager un expert pour ce travail. L'avenir de la ville n'est pas si noir qu'il n'y paraît.

Le coût de la rénovation du Grand Théâtre coûtera 30 000 000 €. Après cela, il faudra créer un projet culturel pour le faire vivre. La bibliothèque communale pourrait être amenée à l'ex- Grand-Bazar (des expertises sont en cours).

La restauration de la rue Spintay est liée à la Commission des recours chez les Ministres Di Antonio et Jeholet. Le projet de centre commercial est venu s'ajouter au projet de rénovation urbaine. L'hyper-centre sera requalifié avec un réaménagement complet du centre urbain. Le quartier de Hodimont est prioritaire.

Question 4

La parole est ensuite donnée au CDH.

La pollution est un problème très important et il faut changer sa manière d'agir. Il y a certains thèmes pour lesquels le CDH a peu de poids ou de possibilités mais il agit pour les faire changer (par ex : promoteurs immobiliers). La ville peut se reconstruire par les quartiers populaires et le centre-ville. Il faut permettre aux personnes de s'installer à Verviers dans des conditions agréables et dans une certaine convivialité auxquelles est très attaché le CDH. À côté des grandes enseignes qui sont recherchées par une partie de la population (Mc Donald's, ...), il faut savoir créer un équilibre d'une autre façon. Il faut aussi aider les petits commerces de proximité par une aide financière et administrative car il est très complexe de créer un petit commerce. Peut-être que la Ville pourrait trouver un système pour faire de la publicité pour promouvoir ces nouveaux commerces.

Il y a beaucoup d'initiatives verviétoises et le Centre culturel fait un travail formidable tout au long de l'année.

Concernant la rénovation du Grand-Théâtre, il faut trouver environ 35 000 000 € et davantage de fonds via d'autres organismes car il y a toujours des dépassements.

Les caves et greniers des musées sont remplies d'œuvres d'art qui pourraient être revalorisées et exposées.

Hodimont et Spintay doivent être rénovés prochainement et le grand défi sera de gérer les travaux au centre-ville. La question de la mobilité se posera et il est primordial d'avoir des cellules avec des citoyens pour donner de l'information, prévenir de la planification, anticiper correctement, ... dans la perspective de ces grands travaux.

Le centre-ville sera en chantier durant plusieurs années et il faudra pouvoir vivre et travailler ensemble dans ces conditions.

Question 4

ECOLO prend ensuite la parole.

Concernant les économies d'énergie, il faudrait améliorer les performances énergétiques des bâtiments communaux et proposer également aux citoyens l'accès à un scan thermique car les économies d'énergie passent par une bonne isolation.

Au niveau des commerces, ils fonctionnent très bien à Hodimont et c'est un modèle à suivre car il s'agit du quartier le plus commerçant de Verviers. ECOLO n'a jamais été en faveur du centre commercial et ne l'est toujours pas. On a perdu 15 ans et laissé le centre mourir en attendant l'arrivée du centre commercial au lieu d'apporter un soutien aux commerçants. ECOLO signale que le système Créashop fonctionne bien (prime aux commerçants) et il faudrait poursuivre cette action car 80 % des commerçants qui ont touché cette prime tiennent le coup.

Il est compliqué d'interdire le commerce à Heusy et au centre commercial Crescendo. Ces pôles se sont créés ailleurs car le centre-ville n'a pas été soutenu et s'est dès lors vidé de ses commerces. La Ville peut encore attirer des investisseurs et des grandes marques.

ECOLO a proposé plusieurs fois de créer 3 cellules vides issues de 3 maisons adjacentes. Cela permettrait de conserver les façades et d'agrandir une surface commerciale qui a besoin de plus grands rayonnages (H&M par exemple).

Concernant le développement durable pour la ville, on ne redynamisera pas Verviers sans culture. C'est primordial pour ECOLO car sans endroits pour créer, s'exprimer, les personnes ne pourront pas consommer ou se balader à Verviers. ECOLO va marteler ce message car en termes de culture, l'offre est pauvre et les gens vont ailleurs d'office.

Pour la bibliothèque communale, elle doit s'adapter davantage aux jeunes et se moderniser avec l'accès à internet et aux nouvelles technologies.

Pour la rénovation de la rue Spintay, ECOLO espère que le promoteur redynamisera bien Spintay mais on n'en parle pas assez.

Un projet a été étudié avec Freddy Joris et il concerne la restauration du quartier de Hodimont qui passe par un « Plan façades » permettant la rénovation de 800 façades, en 4 phases. Le style architectural verviétois en vaut la peine. Cela coûterait environ 3 000 000 € à la Ville de Verviers. Si la ville était plus esthétique, elle attirerait plus de monde.

Pour la pollution, en centre-ville, il faut calculer la qualité de l'air et prévoir des parkings de délestage.

Question 4

Le MR poursuit.

Au niveau énergétique, le programme du MR propose des compteurs d'eau intelligents pour la Ville pour détecter immédiatement les fuites d'eau car une fuite dans le système fait perdre des milliers d'euros. Il faut participer à ce projet – pilote.

Concernant le commerce, les responsabilités politiques sont partagées dans le dossier. Le MR a toujours été clair et a soutenu ce projet car inclure le centre commercial dans la ville apporterait un « plus » important. Les magasins H&M et C&A sont des locomotives qui attirent des gens ; c'est un principe commercial. DECATHLON est la locomotive du centre commercial Crescendo.

Concernant les logements rue Spintay, on a d'abord refait la route mais le projet de rénovation des logements a pris plus de temps.

Où en est-on au niveau du centre commercial actuellement ? Le promoteur a eu un avis négatif du fonctionnaire des implantations et la décision a été en recours devant le Ministre de l'Economie et à l'heure actuelle, on attend la décision du recours qui a été introduit.

Pour Crescendo, c'est une réussite dans sa fonction « run shopping ». On visite une boutique et éventuellement une autre mais on ne s'éternise pas sur place.

Le MR pense que pour l'image de la Ville, il faut vendre Verviers comme une marque aux Verviétois et aux alentours en définissant une vraie stratégie commerciale avec une offre commerciale et culturelle (via les réseaux sociaux). Verviers est aussi le chef-lieu de l'arrondissement et on l'a perdu au niveau politique. On n'est plus respectés au niveau de la Province, de la Région wallonne, ... Les subsides FEDER ont été minimes pour la Ville. Petit bémol : le Tour de France qui a été une grande réussite. Roubaix est une ville qui ressemble à Verviers au niveau de ses actions (piscines, machines textiles, ...). Il faut repartir de la base de Verviers : la laine et son patrimoine.

Après les différentes interventions, le PS redemande la parole pour spécifier les accords qui se sont passés lors de la précédente législature. Le PS explique que pour une bonne organisation au Conseil communal, pour la prochaine législature, il faudrait avoir un Echevin spécifiquement chargé de la communication car cela apporterait une meilleure visibilité de Verviers au niveau national.

Les Verviétois sont râleurs et critiquent beaucoup. A Liège, la population soutient toutes les initiatives et cela fédère les Liégeois qui s'unissent en dehors de toute appartenance politique. Verviers a une mauvaise image et il faut tout faire pour la faire changer.

La ville est loin d'être laide mais il faut des communications spécifiques y compris dans les grands média nationaux.

Questions du public :

On signale que la ville n'a pas une aussi mauvaise image qu'on ne le dit car elle est connue pour ses restaurants sur les quais, entre autres.

La pollution est trop importante à Verviers : rue de Dison, rue de la Concorde, on suffoque avec les nombreux bus qui montent et descendent de la gare. Les émanations toxiques sont importantes aussi rue St-Antoine. Ne pourrait-on prévoir un système pour analyser l'air car avec la chaleur et l'humidité, des personnes se sentent mal, surtout en été durant la canicule que nous avons connue.

D. Nyssen : la qualité de l'air est plutôt bonne à Verviers et des mesures existent en Région wallonne pour tester celle-ci.

On signale qu'à Hodimont, on se gare sur les trottoirs en laissant les voitures en marche, ce qui oblige les femmes avec les voitures d'enfants à descendre du trottoir et contourner les voitures.

Nous rappelons qu'un rapport a été créé avec les apprenants de nos groupes FLE mais la Ville n'a jamais donné de réponse à notre demande.

D.Nyssen : situation n'est pas propre au quartier de Hodimont car ce fléau touche tous les quartiers de la ville. Les gens sont de moins en moins respectueux les uns envers les autres. Les aménagements urbains sont possibles. La Zone de Police Vesdre reçoit les demandes et la réponse peut mettre un certain temps.

On ne comprend pas que les locataires de logements sociaux de Logivesdre doivent payer pour le retrait des encombrants. Elle signale également que des personnes viennent de nuit décharger des déchets entre les deux bâtiments.

E. Mestrez : la lutte contre les dépôts d'immondices coûte une fortune à la Ville et il s'agit d'une lutte permanente.

Une cycliste signale qu'elle a bien du mal à circuler en vélo à Verviers et se demande comment elle pourra continuer durant les futurs travaux. Le comité de quartier de Petit-Rechain a demandé à ce qu'une liaison soit créée pour se rendre à Lambermont sans passer par la ville. Il n'y a pas moyen de toujours utiliser les vélos et il faut prendre la voiture. Les plaques bleues au sol sont glissantes.

M. Degey : pour faire évoluer le TEC, il faudra des années. Le projet Vesdrienne entre Chênée et Eupen avance et connaîtra encore d'autres avancées pendant la prochaine mandature.

Les futurs travaux seront organisés par les bureaux d'ingénieurs, mais actuellement, personne ne peut encore dire ce qu'il en sera.

A Pré Javais, on voit régulièrement des déchets laissés à l'abandon alors qu'il y a des bulles à verre.

E. Mestrez : la Ville assure un suivi et les bulles à verre sont régulièrement vidées. N'oublions pas que la politique ne peut pas régler l'incivilité des citoyens. L'enseignement, à la base, permet d'éduquer les personnes.

Notre assistante sociale demande si la Ville pourrait prévoir une diminution de la taxe communale pour des personnes en médiation de dettes et défavorisées.

M. Degey : les mandataires communaux font leur travail pour gérer au mieux la ville. La seule façon de faire diminuer la taxe sur les égouts et immondices est de diminuer les déchets. Certains bénéficiaires ne paient pas la taxe faute de moyens et il arrive que leur dette soit annulée. Il faudrait créer un fonds de solidarité, comme pour la SWDE. Le conteneur à puce permettra que les habitants gèrent mieux leur production de déchets car ils paieront en fonction du poids de ceux-ci. Dans le futur, cette matière partira vers des intercommunales et ce sera indispensable pour avoir une politique au niveau wallon.

Une autre remarque concerne le parc à conteneur où on ne peut déposer qu'1 m³ par jour.

D. Nyssen : il s'agit vraiment d'une ineptie mais le but premier est de satisfaire tout le monde.

La soirée se termine à 23 heures.

Pascale LECLERCQ

PARTICIPATION DU CENTRE AU VILLAGE ASSOCIATIF HODIMONTOIS DU SAMEDI 15 SEPTEMBRE 2018



Cette année encore, les employées du Centre ont pris part au village associatif hodimontois qui réunissait de nombreuses associations verviétoises et ont proposé une activité de dessin « mandalas » et bricolage pour les enfants. Elles ont présenté au public un large panel des activités de l'association : conférences, colloques, ciné-clubs/débats, Service social et Service de médiation de dettes, cours de français, cours de citoyenneté, cours d'informatique pour demandeurs d'emploi, groupes de parole, ... D'autres associations proposaient des plats traditionnels, des ateliers de grimage pour enfants, des concours, des ateliers musicaux, ... Cette journée a permis de promouvoir davantage nos nombreuses actions et de venir à la rencontre des habitants de Hodimont.

Du côté de nos apprenants ...

PASSERELLE INTERACTIVE - PARTICIPATION A L'ANIMATION « SIMULATION DU VOTE » CHEZ LIRE & ECRIRE – VERVIERS, LE JEUDI 13 SEPTEMBRE 2018

Du 6 au 13 septembre 2018 : une semaine d'animation avec simulation de vote et reconstitution des conditions des vrais bureaux à destination des apprenants, associations, et large public à l'Espace Wallonie à Verviers (rue de Coronmeuse 46). Une action menée en partenariat avec VEDIA (ex-TELEVESDRE) et qui donnera lieu à un reportage diffusé sur les antennes de la télévision communautaire.

Et si on votait ?

Un groupe d'apprenants FLE et deux formateurs ont participé à l'animation autour du vote organisée par Lire-et-Ecrire et la Ville de Verviers. Cette animation visait à préparer les participants au scrutin du 14/10 en vivant les différentes étapes du vote : convocation – élection – isoloir – bulletin de vote & proclamation des élus. D'une façon très simple et concrète, les futurs électeurs ont appris comment voter de façon efficace afin que leur voix soit entendue.

G. PIRON

PASSERELLE INTERACTIVE – VISITE DE L'EXPOSITION INTERACTIVE « LA FABRIQUE DE LA DEMOCRATIE » A L'ESPACE WALLONIE DE VERVIERS, LE MARDI 9 OCTOBRE 2018

Proposée par le Musée BELvue, cette exposition interactive propose aux jeunes (ou moins jeunes !) de réagir à des situations qui mettent en jeu leurs opinions, leurs doutes, leurs préjugés. Ils se forment ainsi une opinion sur des sujets – parfois controversés – touchant au fonctionnement de la démocratie et à la diversité de nos sociétés. Ils développent non seulement leur connaissance des enjeux démocratiques, mais aussi des compétences et des attitudes qui en feront des citoyens de demain. Chaque activité invite les jeunes à donner leur avis, à le remettre en question, à se forger une opinion personnelle. Ils discutent entre eux et reçoivent une réaction sur leurs choix ou sur le thème abordé. A l'aide d'une feuille de route remplie durant la visite, les jeunes peuvent télécharger, chez eux ou à l'école, un document de feedback résumant leurs réponses et certains messages.

Thèmes abordés : liberté d'expression – visages de la démocratie – citoyenneté active – préjugés – conflits – identité et diversité – respect – radicalisme.

Dossier pédagogique téléchargeable sur : www.expositions-wallonie.be

Un groupe d'apprenants accompagné de deux formatrices ont visité l'exposition interactive « La Fabrique de la Démocratie » à l'Espace Wallonie de Verviers. Cette exposition invite à réagir à des situations qui mettent en jeu leurs opinions, leurs doutes, leurs préjugés. Les participants ont pu ainsi se forger une opinion sur des sujets - parfois controversés - touchant au fonctionnement de la démocratie et à la diversité de nos sociétés. Chaque activité invitait les participants à donner leur avis, à le remettre en question, à se forger une opinion personnelle. Séparés en groupe de 2 ou 3, ils ont parcouru l'exposition en discutant entre eux et ils recevaient une réaction sur leurs choix. Pour clôturer, une activité collective était présentée pour réfléchir, débattre et apprendre à se forger une opinion nuancée.

G. PIRON

LA WALLONIE A BESOIN DE SES APE. LAISSEZ-LES BOSSER ! MANIFESTATION DU JEUDI 20 SEPTEMBRE 2018 A NAMUR

Pascale et Fatiha ont participé à la manifestation qui se tenait à Namur. Le Ministre Jeholet veut imposer sa réforme APE qui menace des milliers d'emplois et des services essentiels à la population : crèches, maisons de repos, écoles, centres et clubs sportifs, hôpitaux, bibliothèques, communes et CPAS, secteur jeunesse, associations culturelles et d'éducation permanente, provinces, missions régionales pour l'emploi, .. Les APE (Aides à la Promotion de l'Emploi) sont des subventions publiques destinées à soutenir l'emploi dans le secteur non-marchand, les pouvoirs locaux et l'enseignement. Elles permettent de financer, totalement ou en partie, 60 000 emplois en Wallonie et à Bruxelles.

Une réforme qui fait l'unanimité ... contre elle !

Le 25 juin, dans les rues de Namur, 10 000 personnes manifestaient contre ce projet à l'appel des organisations syndicales et patronales. Suite à cette mobilisation, le gouvernement wallon a annoncé qu'il reportait la période transitoire à 2020, reconnaissant ainsi qu'il n'était pas suffisamment préparé. Mais sur le fond du dossier, rien n'a changé !

- La réduction de l'enveloppe budgétaire est toujours d'actualité ;
- On attend toujours les projections budgétaires concrètes dans les structures concernées ;
- Certains secteurs essentiels pour la population (provinces, FOREM, régies communales, etc) restent exclus du dispositif ;
- La période transitoire ne débutera qu'en 2020 mais l'entrée en vigueur définitive est toujours prévue en 2021. La transition ne durera donc plus qu'un an au lieu de deux, ce qui ne fera qu'aggraver les problèmes d'adaptation pour le secteur public et le non-marchand.

En réalité, le Ministre tente de diviser et d'affaiblir le mouvement de contestation par des effets d'annonce qui ne règlent rien au fond du problème.

Et ce n'est pas tout ...

Le gouvernement wallon MR - cdH ne menace malheureusement pas que les emplois APE. Le projet actuel d'assurance autonomie inquiète le secteur des soins à domicile. Les services publics sont attaqués : privatisation des aéroports, démantèlement des provinces, ... Et les emplois, titres-services sont aussi dans la ligne de mire !

20EME ANNIVERSAIRE DU CRVI LE VENDREDI 21 SEPTEMBRE 2018

Cette année, le Centre Régional Verviétois d'Intégration (CRVI) fête son 20^{ème} anniversaire !
La Présidente et Geneviève ont participé à cette soirée anniversaire.



PERMANENCE ECRIVAINNE PUBLIQUE MENSUELLE – GRATUIT

Nous vous proposons, en collaboration avec le PAC - Verviers, une permanence « Ecrivaine publique » le deuxième jeudi du mois de 13 heures à 15 heures dans nos locaux, rue de Hodimont 44 à Verviers (1^{er} étage).

Si vous êtes demandeur d'emploi
Inscrit au FOREM

COURS D'INFORMATIQUE
GRATUITS

Au CENTRE FEMMES/HOMMES-VERVIERS
Rue de Hodimont 44 - 4800 VERVIERS
Tel. : 087 / 89 16 14 – 0494/65 54 83
info@cfeh.be



Si vous souhaitez apporter votre contribution à nos activités, nous vous proposons d'offrir quelques heures de bénévolat, vous pouvez nous contacter au 087/ 33 18 76.

Si vous souhaitez soutenir nos actions, vous pouvez devenir membre sympathisant en versant une cotisation annuelle de 15 € sur notre compte bancaire N° BE19 3480 6999 9712 avec la mention de votre nom + cotisation année 2018.

D'avance, un grand merci !